

Le samedi 19 avr 2008

La Coalition pour la liberté en éducation récidive

[François Gougeon](#)

La Tribune

SHERBROOKE

La Coalition pour la liberté en éducation (CRÉ) est déterminée à poursuivre sa croisade contre l'implantation du cours d'éthique et de culture religieuse au Québec cet automne et en fera la démonstration le 3 mai prochain, à Sherbrooke.

Ce sera alors la tenue d'une autre manifestation des parents réclamant le libre choix et la deuxième en Estrie, après celle de Valcourt en décembre dernier.

"Sherbrooke c'est stratégique, c'est lié au premier ministre du Québec, qui représente l'État qui a décidé unilatéralement d'enlever la liberté de choix aux parents en matière d'éducation", soumet le porte-parole pour le Québec de la CLÉ, Jean-René Philibert. C'est d'ailleurs pour cette raison que la "marche de protestation" s'ébranlera des bureaux de Jean Charest, au Delta de Sherbrooke, à 13 h 30 le 3 mai.

Son propos fait suite à la tenue d'une rencontre d'opposants au projet gouvernemental, dirigée notamment par la présidente de Sherbrooke de la CLÉ, Claudette Lavallée, la présidente de l'Association des parents catholiques du Québec, Jean Morse Chevrier, le sociologue et écrivain Gary Caldwell, de confession protestante et l'avocat Jean-Yves Côté.

D'ailleurs, celui-ci a présenté le formulaire d'exemption qui sera remis aux parents présents à la marche. Le tout s'appuie sur l'article 222, aliéna 2, de la Loi sur l'instruction publique. "Cet article stipule qu'il est permis aux parents de présenter une demande d'exemption s'ils estiment que le cours peut porter préjudice à leur enfant", a indiqué Me Côté.

Cependant, au-delà des différentes étapes administratives en cours de processus, "peut-être devons-nous nous tourner vers les tribunaux" si la demande d'exemption reçoit une fin de non recevoir, a rajouté l'avocat.

Du reste, les intervenants ont rappelé les différents principes guidant leur opposition, que ce soit en matière "d'approche relativiste face aux questions morales", "d'introduction obligatoire de leurs enfants à d'autres religion" ou de la "façon d'empiéter sur le droit de liberté religieuse et sur l'autorité parentale pour l'éducation des enfants".

"Dans notre tradition occidentale, l'école n'appartient pas à l'État et il est inapproprié que l'État se serve de l'école pour imposer sa vision de l'éthique et de la religion", a fait valoir M. Caldwell.

D'autres informations et le formulaire d'exemption sont disponibles sur le site Internet de la CLÉ au www.coalition-cle.org.